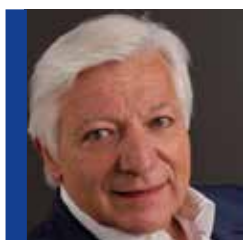


# LA LETTRE DE FRANCE UNIE



## Une rentrée politique et sociale sous le signe du bouleversement

Personne ne mesure encore les effets du grand « dégaisme » qui a bouleversé le paysage politique traditionnel, ponctué, ces dernières années, par des alternances paresseuses, droite et gauche se succédant au pouvoir à travers les grands partis de gouvernement qu'étaient le PS et l'UMP devenu Les Républicains.

Les causes de ce grand « dégaisme » sont connues, je n'y reviendrai pas. En revanche, croire que la droite a perdu, parce qu'elle n'était pas assez à droite ou que la gauche a perdu, parce qu'elle n'était pas assez à gauche, est une erreur.

J'entends des slogans réducteurs : « A droite toute ! », « A gauche, toute ! » Or, ni Marine Le Pen, ni Jean-Luc Mélenchon n'ont été élus. Au premier tour des législatives de 2017, le PS fait 7 % des voix, il perd 75 % de son électorat de 2012 ; les LR, 15 % ; le FN, 13 % et la France Insoumise, 11 %. En revanche, La République en Marche obtient 28 %. La forte abstention permet au FN et à la France Insoumise de refuser à LREM toute légitimité. Mélenchon, le seul opposant que l'on ait entendu pendant les mois de juillet et août, s'affirme prêt à gouverner au nom du peuple. Laissons Mélenchon à ses élucubrations gauchistes-trotsko-communistes pour analyser plus sérieusement la situation politique actuelle. Silencieuse pendant l'été, l'opposition à Macron tente de se remettre en ordre de marche sur deux terrains : le terrain politique et le terrain syndical.

**Le terrain politique** : tous les partis politiques sont en reconstruction, en refondation, mais, tous avancent en terrain miné, car il existe, dans chaque parti, de véritables fractures idéologiques.

- **Le FN** devra choisir entre deux lignes, celle, hésitante, d'une Marine Le Pen, dont les prestations lui ont fait perdre toute crédibilité, celle, plus idéologique, des partisans de Marion Maréchal-Le Pen, qui attend son heure et prépare des alliances avec la droite dure.

- **Le PS**, à l'agonie sous sa forme de parti, ne peut plus continuer à faire semblant d'être socialiste, puisqu'il a renoncé à transformer radicalement la société pour devenir le gestionnaire mou d'un réformisme dont Hollande était devenu le symbole et Najat Vallaud-Belkacem, l'idéologue de service. Le socialisme d'estrade ne fait plus recette.

- **LR**, à l'évidence, est traversé par trois grands courants que tout oppose actuellement, le courant Wauquiez, le courant Péresse et le courant des Constructifs, ces derniers étant prêts à se constituer en parti politique.

Laurent Wauquiez incarne la figure la plus charismatique et il sera élu président des LR sans difficulté. Pourra-t-il rassembler toutes les familles de la droite républicaine et du centre, comme avait su le faire l'UMP ? Je l'espère.

- **EEVL** : le parti écologiste, sas de décontamination des anciens gauchistes, a disparu. Il ne pourra pas revenir et sera marginalisé comme le PCF, car tous les partis politiques se sont emparés de la question de la transition écologique. Jadot et Bayou s'époumonent dans le vide.

- **La République en Marche** : OVNI politique, LREM est en train de se constituer comme grand parti réformateur capable de fédérer des courants de la gauche réformatrice et de la droite sociale. La réussite de Macron peut installer LREM au pouvoir pour longtemps. Les « couacs » à la marge de quelques députés LREM ne modifient pas le regard de bienveillance que portent les Français sur une expérience politique nouvelle, malgré la baisse de popularité de Macron.

**Le terrain syndical** : ce que la CGT et Sud ne peuvent obtenir par les urnes, ils chercheront à l'obtenir par la rue. Mais, le vent souffle en faveur des syndicats réformatrices que sont la CFDT et FO. La transformation de l'économie suppose un approfondissement du dialogue social et non un retour à la lutte des classes. Pour nous, gaullistes, aucune économie n'est innocente et les salariés doivent défendre leurs droits contre les excès de l'économie marchande.

Il me suffit de relire cette phrase du Général de Gaulle pour me convaincre de la nécessité de nous réinventer chaque jour et de réinventer la politique : « Dans le mouvement incessant du monde, toutes les doctrines, toutes les écoles, toutes les révoltes, n'ont qu'un temps. Le communisme passera. Mais la France ne passera pas. »

Avec France Unie, sans rien céder sur nos convictions et nos valeurs républicaines et sociales, nous voulons réinventer nos modes de production et notre modèle social.

**C'est le combat qui nous attend.**

Marc Fraysse,  
Ancien Député,  
Président de France Unie

**POINT  
DE  
VUE****REFORMER LA FRANCE ? IMPOSSIBLE ?**

Dans ses entretiens avec Jacques Foccart, en 1967, de Gaulle déclarait : « À l'époque où nous sommes, nous ne pouvons plus continuer à croire à ces jeux stériles. D'ailleurs, personne ne s'y trompe, sauf ceux qui font profession d'y croire. Alors, bien sûr, ceux-là s'agitent, écrivent des éditoriaux dans les journaux, font des déclarations à la radio, mais tout cela, c'est de l'agitation qui ne touche pas le pays et il faut bien que vous en soyez convaincu. » Il dénonçait ainsi l'agitation politique faite de postures complaisamment relayées par des médias peu intéressés par les vraies questions. Nous continuons à vivre aujourd'hui ce jeu stérile des postures fondé sur de l'agitation qui permet de masquer les ambiguïtés idéologiques de chacun. Le seul qui n'est pas dans l'ambiguïté idéologique est Jean-Luc Mélenchon : il veut aller vers une société communiste avec une économie socialiste et la forme autoritaire du pouvoir comme à Cuba et au Venezuela. Ses « porte-voix », Corbière et Coquerel sont là pour endormir l'es électeurs en leur faisant croire que la « constituante » est la forme achevée de la vraie démocratie. On retrouve le vieux discours marxiste sur le sens de l'Histoire avec la fin du capitalisme et l'avènement d'un socialisme qui n'aura plus, comme seul objectif, que son propre perfectionnement. L'Histoire a montré et montre encore ce qu'est le « perfectionnement » communiste : faillite économique et dictature. Regardons les modèles que défend Mélenchon : Cuba, le Venezuela. Les réformes de la France Insoumise, les Français n'en veulent pas.

Le FN, malgré les apparences, est dans une totale ambiguïté idéologique : autrefois libéral, il est devenu étatique. Les réformes qu'il propose sont identiques à celles du vieux parti communiste et de la France Insoumise. Marine Le Pen a montré ses limites et le vrai visage de sa politique. Sa qualification pour le second tour de la présidentielle ne doit pas masquer la réalité de son échec. On peut penser que le FN va commencer à reculer dans les intentions de vote. La France en colère existe, elle a voté, dans les territoires autrefois socialistes, pour le FN et la France Insoumise. Cet électorat mérite le respect, car il n'est ni fasciste, ni communiste. Il attend des réponses concrètes à ses préoccupations. Ces réponses sont économiques, elles ne sont pas idéologiques.

Les réformes écologiques que prônait EELV, sous la forme d'une écologie punitive portée autrefois par le discours gauchiste et agressif de Duflot, les Français n'en veulent pas non plus. En revanche, ils souhaitent que s'accomplisse dans le temps une vraie transition écologique. La transition écologique n'est pas un concept de gauche, c'est une nécessité prise en compte désormais par tous les partis politiques. Nicolas Hulot tient un discours cohérent, dans le prolongement de ce que pouvait dire ou faire Ségolène Royal.

Les réformes ultra-libérales qui conduisent à se soumettre à la main invisible du marché et à accepter la disparition de l'Etat, les Français n'en veulent pas non plus. Aucune économie, dans le monde, ne fonctionne sans l'intervention et le rôle de l'Etat, soit un Etat omniprésent et omnipotent comme en Chine, soit un Etat stratège et régulateur comme aux Etats-Unis ou en Europe.

Le pari de Macron n'est pas de réformer brutalement la France, mais de la transformer par des réformes suffisamment expliquées pour être acceptées. Ce ne sont pas les explications qui feront que telle ou telle réforme sera acceptée, mais les résultats obtenus. Sur le front de la lutte contre le chômage de masse, les ordonnances vont permettre de faire évoluer rapidement le Code du travail, en particulier en faveur des PME. Les Français ne sont pas, a priori, hostiles à ce que la réforme du Code du travail passe par des ordonnances, - ils connaissent trop comment s'opère le blocage parlementaire -, mais, ils mesureront les résultats obtenus.

Tout le monde sait que la France, depuis 40 ans, vit au-dessus de ses moyens. Le seul à payer est souvent l'Etat, par l'aggravation des déficits publics et l'augmentation de la dette publique (près de 100 % du PIB). Est-il possible de continuer ainsi ? A l'évidence, non. Pour que les réformes soient acceptées, l'équilibre est à trouver entre l'efficacité économique et l'efficacité sociale. Il n'existe aucune réponse figée. C'est ce que dit Bruno Le Maire, lorsqu'il parle, dans certains cas, de nationalisations, et, d'en d'autres cas, de privatisations. Les réformes sont donc nécessaires et urgentes. Elles sont possibles.

Pour de Gaulle, seules les circonstances dictent l'action. Ce n'est ni le vieux capitalisme, ni le vieux communisme, car seuls demeurent l'intérêt de la France et celui des Français, à partir d'« une certaine idée » que l'on se fait de la France.

LIVRE/

GEORGES FENECH, QUI IMAGINE LE GÉNÉRAL DE GAULLE MIS EN EXAMEN ?, FIRST EDITION, JUILLET 2017.



PRÉSENTATION DU LIVRE

Dans ce livre en forme de journal intime écrit au fil des jours, Georges Fenech nous raconte l'affaire Fillon mais vue de l'intérieur, au plus près des événements et des hommes. Des réactions extrêmement violentes qu'a déclenché la prise de position de ceux qui demandaient le retrait du candidat à la suite du «Pénélopegate», en passant par les menaces reçues, jusqu'aux réunions publiques et secrètes ayant eu lieu en marge des affres judiciaires de l'ancien Premier ministre, l'auteur, sans mâcher ses mots, dévoile au lecteur les « riches » heures de la campagne Fillon. Fondant sa démarche sur l'honnêteté et le devoir d'exemplarité des élus, ne réclamant ni poste ni médaille, il a décidé de livrer sa version des faits, sans fard, et de prendre date avec l'histoire politique française. Un document choc, intime, plein de révélations mais aussi une réflexion sur la nécessaire réforme de la vie publique et le changement de paradigme auquel n'échapperont pas les élus de tous les partis politiques. La chronique d'une défaite annoncée en quelque sorte...

L'AUTEUR

Ancien magistrat, créateur du Syndicat indépendant des magistrats, Georges Fénech est député Les Républicains de la 11e circonscription du Rhône. Il a été Président de la Miviludes, chargé de lutter contre le phénomène sectaire, jusqu'en 2011. Dans le cadre de «l'affaire Fillon», Georges Fenech est le premier à estimer que « le résultat de la primaire est caduc » et que « la situation est très compromise à droite », 80 jours avant l'élection présidentielle de 2017.



NOM \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_ Né(e) le \_\_\_\_\_ : \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_  
 Tél. \_\_\_\_\_ Portable \_\_\_\_\_  
 Profession \_\_\_\_\_  
 Mandat électif \_\_\_\_\_ Lieu \_\_\_\_\_

ADHESION       RENOUELEMENT

Cotisation simple      l an : 30 €  
 Cotisation couple      l an : 40 €  
 (joindre un bulletin pour le conjoint)  
 Cotisation réduite      l an : 15 €  
 (moins de 26 ans, étudiants, demandeurs d'emploi)  
 Soutien : \_\_\_\_\_ €  
 Je désire faire un don pour soutenir France Unie

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus fidèlement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectifications aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'Association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

INVITATION

LES PETITS-DEJ'  
DE L'ECONOMIE  
La confiance est dans l'action !

Marc FRAYSSE, ancien Député, Président de l'association France Unie, a le plaisir de vous convier à la prochaine édition des PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE, moments de débats d'idées et d'expression pour tous ceux qui souhaitent contribuer au redressement économique de la France.

**L'INVITÉ DU MOIS**

Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir à notre 45<sup>e</sup> édition:

**Bruno BONNELL**  
Député du Rhône

Le petit-déjeuner se déroulera autour du thème :

**«Passer de l'entreprise à la politique: un nouveau challenge»**



**Le vendredi 29 septembre 2017**

A partir de 7 h 45  
Au SOFITEL Lyon Bellecour  
Salon confluent,  
rez-de-chaussée  
20 quai Gailleton – 69002 Lyon



NOM : .....PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....VILLE : .....

TELEPHONE : .....COURRIEL : .....

**Sera présent le 29 septembre 2017 à la 45e édition des "PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE"**

Participation : 18 euros par personne

Règlement à votre convenance, soit par courrier (chèque à l'ordre de l'Hôtel Sofitel) soit sur place (CB ou espèces).

**N'assistera pas à cet événement**

**(Pour information, votre inscription engage France Unie auprès de l'Hôtel Sofitel. Aussi, en cas d'empêchement, auriez-vous l'obligeance de nous prévenir au moins 48 h à l'avance).**

VOUS POUVEZ REpondre :

- par courrier : France Unie – 1 cours de la République – 69100 Villeurbanne
- par courriel : [secretariat.franceunie@gmail.com](mailto:secretariat.franceunie@gmail.com)
- par téléphone : 04 72 60 64 71